

Les Africains jugent la corruption en hausse, craignent des représailles s'ils en parlent

Dépêche No. 488¹ d'Afrobarometer | Christiaan Keulder

Résumé

Selon les estimations des analystes, les pays en voie de développement perdent 1,26 mille milliards de dollars par an du fait de la corruption, du vol, et de l'évasion fiscale – une somme suffisamment importante pour sortir 1,4 milliard de personnes de la pauvreté sur une période de six ans (Fleming, 2019). Selon les experts en développement, à moins de juguler la corruption, il sera pratiquement impossible d'atteindre les autres Objectifs de Développement Durable (Nations Unies, 2019 ; Rubio & Andvig, 2019).



**Pan-
Africa
Profiles**

Pourtant, les scandales liés à la corruption font presque quotidiennement la une des journaux, en Afrique comme ailleurs. L'Afrique du Sud est toujours en proie aux retombées de la « captation de l'État » pendant le régime de Jacob Zuma (Alberts, 2020 ; Arun, 2020). Les Namibiens se préparent à vivre le grand spectacle d'un procès impliquant deux ministres accusés et emprisonnés dans le scandale de corruption #Fishrot (Zenda, 2020 ; Iceland Review, 2020). Des allégations de corruption relatives à l'aide apportée dans le cadre de la pandémie de la COVID-19 nous parviennent du Zimbabwe (Guardian, 2020), de la Somalie (Daysane, 2020), du Kenya (Malalo, 2020), du Nigéria (Financial Times, 2020) et d'autres pays.

Et les Africains moyens estiment que les choses s'empirent au lieu de s'améliorer. Les enquêtes d'Afrobarometer réalisées dans 34 pays africains révèlent que la majorité des citoyens affirment que la corruption s'est accrue dans leur pays au cours des 12 derniers mois. Aux yeux des citoyens, la police est la plus coupable, mais nombre de professionnels de la santé exigent également des pots-de-vin.

La majorité des citoyens affirment que leur gouvernement déploie trop peu d'efforts pour lutter contre la corruption. Et, ce qui n'est pas bon signe pour les militants qui s'efforcent de mobiliser les citoyens sur cette question, la plupart des Africains affirment risquer des représailles en signalant les cas de corruption aux autorités.

Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Le réseau a réalisé huit rounds d'enquêtes dans

¹ Une version antérieure de cette dépêche, basée sur les données de 18 pays sondés avant que la pandémie de la COVID-19 n'oblige à la suspension temporaire des travaux de terrain du Round 8, a été publiée comme Dépêche d'Afrobarometer No. 421.

quelques 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 8 couvrent 34 pays – 18 pays enquêtés entre juillet 2019 et avril 2020 et 16 enquêtés (après une suspension due à la COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant et sur la base d'échantillons de 1.200 à 2.400 individus, représentatifs à l'échelle nationale, avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 34 pays s'appuie sur les données de 48.084 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux sur le terrain). Les données sont pondérées afin d'obtenir des échantillons représentatifs à l'échelle nationale. En rapportant des moyennes régionales ou continentales, tous les pays sont pondérés équitablement (plutôt que proportionnellement à la taille de la population). En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies.

Résultats clés

Ampleur de la corruption

- En moyenne dans 34 pays, six Africains sur 10 (58%) affirment que la corruption a augmenté dans leur pays au cours des 12 derniers mois, dont 40% qui déclarent qu'elle a « beaucoup augmenté ». Un sur cinq répondants (21%) pensent qu'elle a au moins « quelque peu » diminué, tandis que 16% soutiennent qu'elle est demeurée inchangée ([Figure 1](#)).
- La perception d'une hausse des niveaux de corruption est la plus répandue au Gabon (82%), au Lesotho (78%) et au Maurice (77%). ([Figure 2](#)). Par contre, de grandes majorités en Tanzanie (77%) et au Bénin (70%) estiment que la corruption a diminué.
- La situation s'est considérablement aggravée au cours des six dernières années dans 17 des 34 pays enquêtés en 2014/2015 et en 2019/2021 ([Figure 3](#)). La perception de la hausse de la corruption s'est accrue de façon spectaculaire au Mali (+45 points de pourcentage, de 31% à 76%), au Sénégal (+41 points), au Gabon (+30 points), en Guinée (+25 points), et en Côte d'Ivoire (+24 points). Dans cinq pays, en revanche, la proportion des répondants qui déclarent que la corruption est en hausse a considérablement baissé : en Tanzanie (-58 points), au Bénin (-53 points), en Sierra Leone (-29 points), au Ghana (-22 points) et au Nigeria (-21 points).

Qui est corrompu

- Parmi les institutions publiques clés, la police est la plus largement considérée comme corrompue ; en moyenne, près de la moitié (47%) des Africains estiment que « la plupart » ou « tous » les policiers sont impliqués dans des affaires de corruption, en plus de 38% qui considèrent que « certains » d'entre eux sont corrompus (voir également Sanny & Logan, 2020). Plus d'un tiers des citoyens perçoivent la corruption chez la plupart/tous des parlementaires (37%), des fonctionnaires (36%), des juges et magistrats (35%), des agents du fisc (35%), et des officiels de la présidence (35%). Les conseillers municipaux ou communaux ne sont que légèrement mieux lotis (31%) ([Figure 4](#)).

- Dans 16 des 34 pays, la moitié ou plus de la population adulte estiment que « la plupart » ou « tous » des policiers sont corrompus ([Figure 5](#)). Cette proportion dépasse les deux tiers au Gabon (68%), en Ouganda (68%), au Kenya (68%) et au Libéria (67%) –trois ou quatre fois les niveaux enregistrés au Cabo Verde (22%) et au Maroc (15%).
- La perception de la corruption institutionnelle s'est légèrement accrue au cours de la dernière décennie ([Figure 6](#)). En moyenne, dans les 30 pays régulièrement sondés entre 2011/2013 et 2019/2021, la part des citoyens qui considèrent que « la plupart » ou « tous » les officiels sont corrompus s'est accrue de 9 points de pourcentage pour la Présidence, 9 points pour les parlementaires et 6 points pour les juges/magistrats, tout en demeurant inchangée pour la police, les fonctionnaires et les conseillers municipaux ou communaux.
- Si la perception de la corruption varie considérablement d'un pays et d'une institution à l'autre, trois pays – le Gabon, le Mali et le Libéria – figurent parmi les cinq pays les moins performants pour la majorité des sept institutions ([Figure 7](#)), ce qui suggère que la corruption peut être considérée endémique dans ces pays. Dans d'autres pays, la perception de la corruption dans le secteur public est particulièrement élevée pour certaines institutions, quoique pas pour toutes; c'est le cas en Afrique du Sud (Présidence, parlementaires, conseillers locaux), la Guinée (fonctionnaires, juges et magistrats, agents des impôts) et le Cameroun (fonctionnaires, juges et magistrats, agents des impôts).
- La Tanzanie et le Cabo Verde se classent constamment à l'extrémité la moins corrompue de l'échelle pour toutes les institutions, fréquemment rejoint par le Maurice (pour quatre institutions) ([Figure 8](#)).

Expérience de corruption

- La corruption n'est pas une expérience rare dans la plupart des pays africains ([Figure 9](#)). En moyenne, dans 34 pays, au moins un tiers des citoyens qui ont eu à faire à la police au cours des 12 derniers mois affirment avoir dû verser des pots-de-vin (36% de ceux qui ont sollicité l'assistance de la police, et 34% de ceux qui ont eu à faire à la police dans d'autres situations, comme un contrôle routier ou une enquête).
 - Il en est de même pour le quart (25%) des citoyens qui ont essayé d'obtenir un document officiel, et un sur cinq (19%) qui ont reçu des soins médicaux ou sollicité de l'assistance dans une école publique (18%).
 - La proportion des répondants qui déclarent avoir versé des pots-de-vin varie considérablement d'un pays à l'autre ([Figure 10](#)). Par exemple, au nombre des citoyens qui ont demandé un document officiel d'identification, la moitié des Camerounais (52%) et des Kenyans (50%) affirment avoir dû verser des pots-de-vin. En revanche, moins d'un sur 20 citoyens du Cabo Verde, du Maurice et du Botswana déclarent avoir dû verser des pots-de-vin afin d'obtenir un tel document.
 - Considérant la part de l'ensemble de la population qui a dû verser des pots-de-vin dans le but d'obtenir l'un de ces services publics, le Cabo Verde se distingue à nouveau (3%), suivi de la Namibie (8%), du Maurice (8%) et du Botswana (9%). Mais six Libériens sur 10 (60%) ont été exposés à la corruption en échange des services

publics au cours des 12 derniers mois, ainsi que la moitié d'Ougandais (53%), de Camerounais (50%), de Guinéens (50%) et de Sierra Léonais (49%) ([Figure 11](#)).

Lutte contre la corruption

- Près de deux tiers des Africains affirment que leur gouvernement répond « plutôt mal » (25%) ou « très mal » (40%) à la problématique de la corruption officielle. Seulement trois sur 10 (31%) approuvent les performances de leur gouvernement ([Figure 12](#)).
 - Dans trois pays seulement la majorité des citoyens approuvent les efforts de leur gouvernement en matière de lutte contre la corruption : en Tanzanie (84%) au Bénin (74%) et au Botswana (57%) ([Figure 13](#)).
 - Dans 22 des 34 pays, moins d'un sur trois citoyens donnent à leur gouvernement une appréciation positive quant à la lutte contre la corruption, dont moins d'un sur cinq citoyens au Gabon (14%), au Libéria (15%), en Zambie (15%), au Sénégal (17%), au Cabo Verde (17%) et au Soudan (17%). Si l'on considère que les citoyens du Cabo Verde font état de niveaux de corruption plus faibles dans les institutions clés que tout autre pays sondé, il pourrait être surprenant de constater à quel point ils sont critiques à l'égard des efforts de leur gouvernement dans la lutte contre la corruption, ce qui laisse à penser que le niveau perçu de corruption dans un pays peut être un mauvais indicateur du niveau de satisfaction de la population à l'égard des performances gouvernementales en la matière.
 - En moyenne dans les 30 pays sondés en 2011/2013 et en 2019/2021, les évaluations positives de la gestion de la corruption par le gouvernement ont diminué de 4 points de pourcentage, y compris des régressions énormes au Sénégal (-38 points), en Zambie (-36 points), au Malawi (-20 points), au Cabo Verde (-20 points) et au Lesotho (-20 points) ([Figure 14](#)). La Tanzanie (+51 points), le Bénin (+27 points) et le Burkina Faso (+18 points) se classent en haut de la liste des huit pays où l'approbation populaire des performances du gouvernement s'est accrue de façon significative au cours de la dernière décennie.

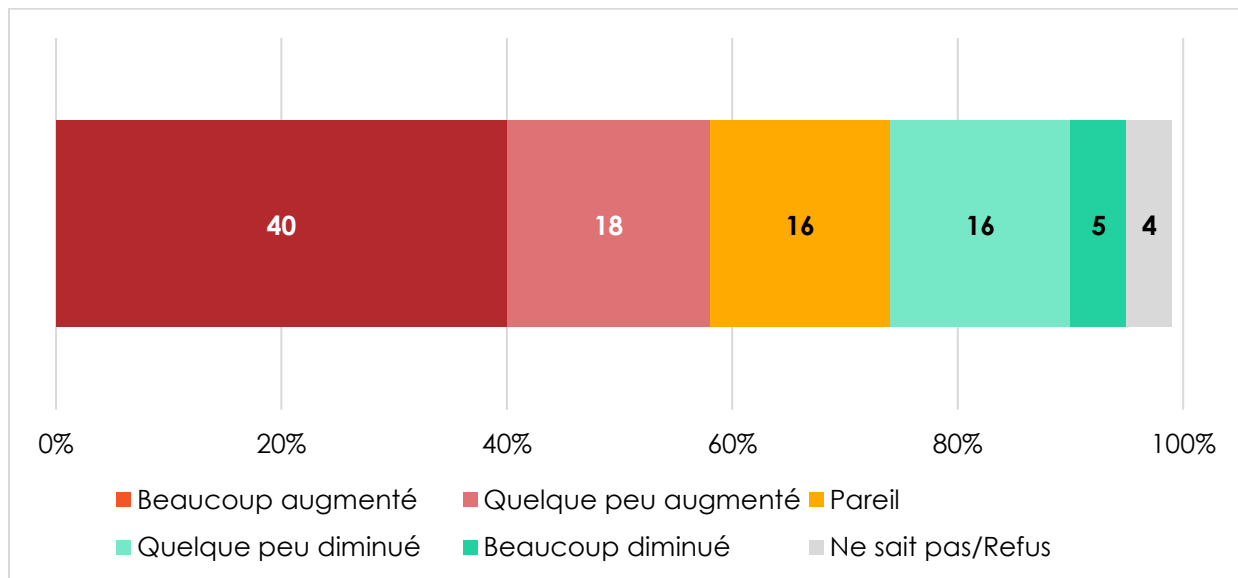
Peur des représailles

- Sept Africains sur 10 (71%) déclarent que les citoyens ordinaires risquent de subir des représailles ou d'autres conséquences négatives lorsqu'ils dénoncent les actes de corruption aux autorités. Seulement un sur quatre répondants (27%) pensent pouvoir signaler la corruption sans crainte ([Figure 15](#)).
 - Au Gabon, la perception de ce risque de représailles est presque universelle (91%) ([Figure 16](#)) La Gambie (43%) et la Maroc (48%) sont les seuls pays où moins de la moitié des citoyens partagent cet avis.

Figures

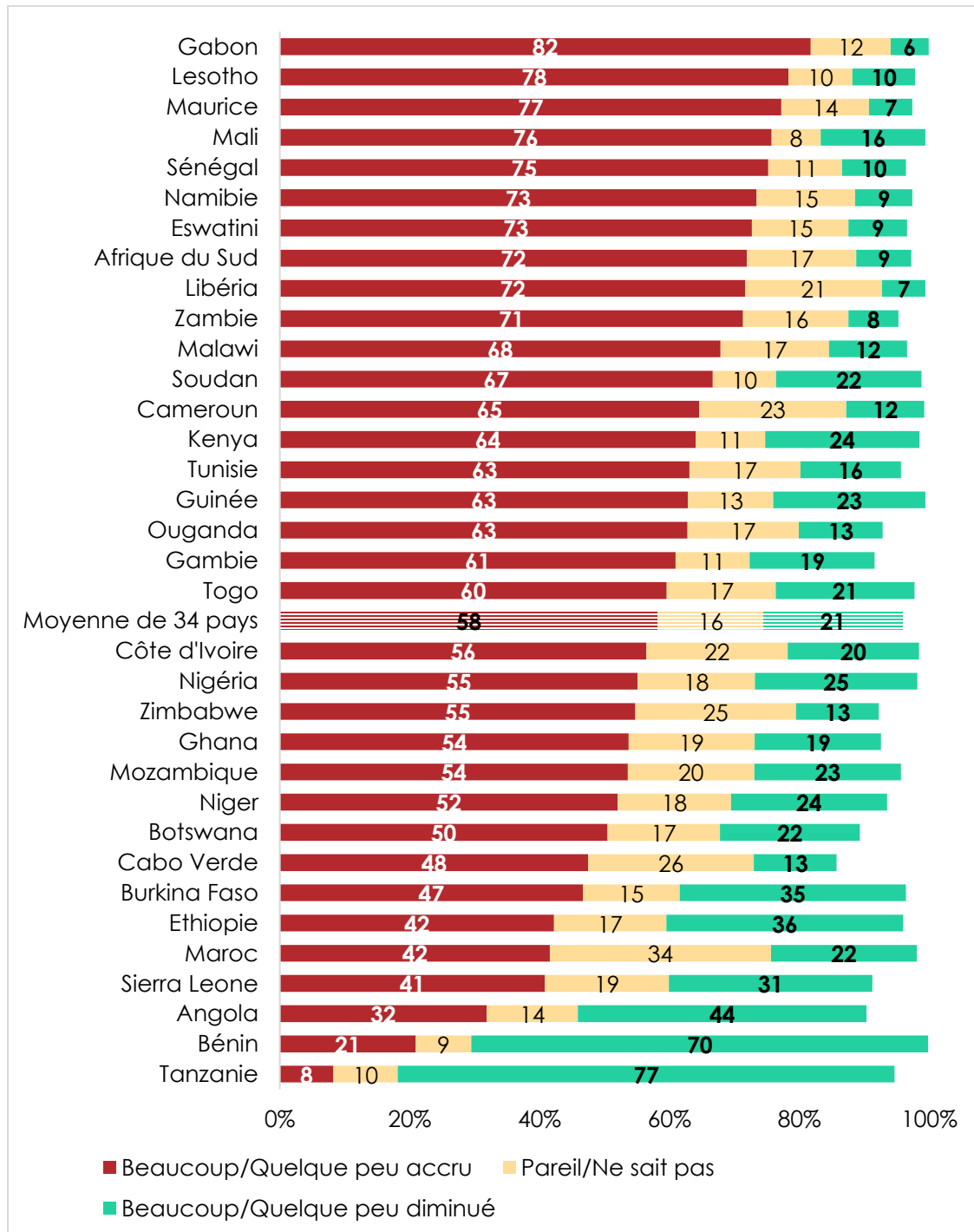
Ampleur de la corruption

Figure 1 : Niveau de la corruption | 34 pays | 2019/2021



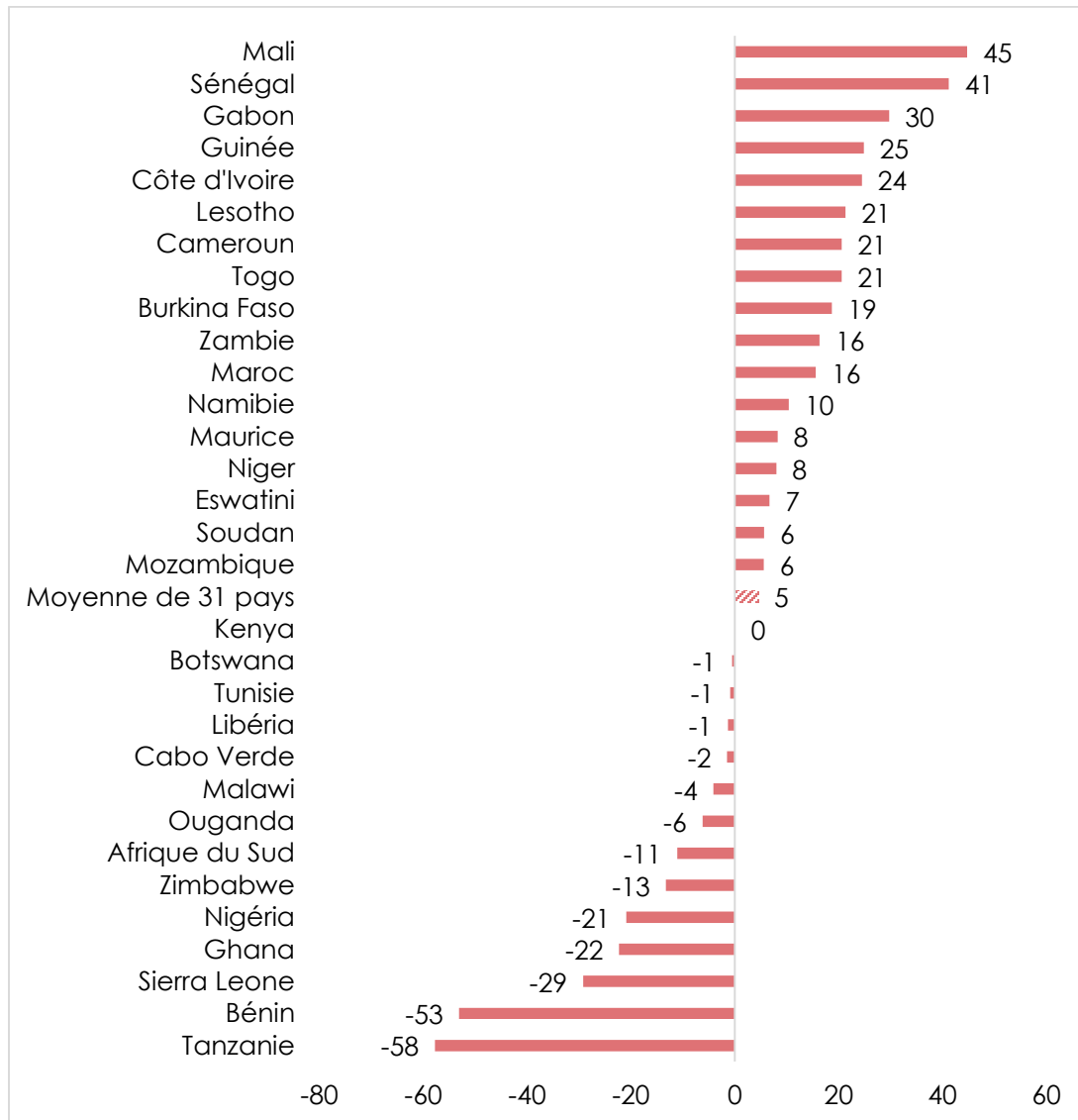
Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?

Figure 2 : Niveau de la corruption | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée ?

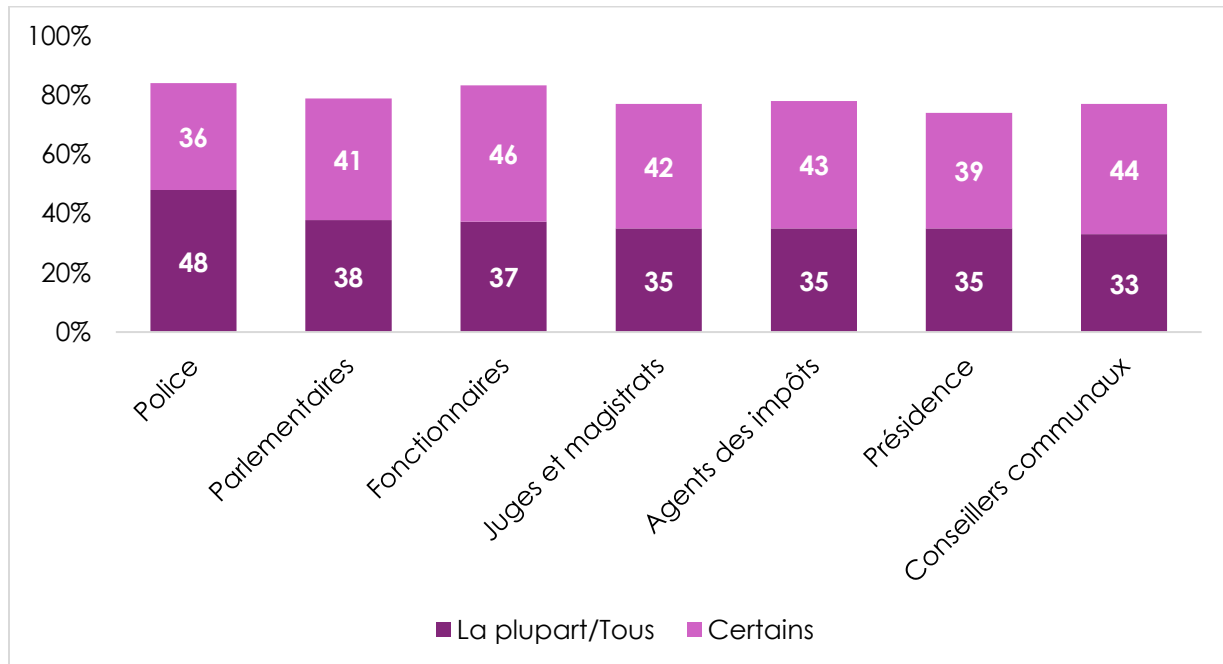
Figure 3 : Perception de la hausse de la corruption | 31 pays* | 2014-2021



La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre les rounds d'enquêtes 2014/2015 et 2019/2021 dans la proportion des répondants qui déclarent que la corruption a « quelque peu » ou « beaucoup » augmenté au cours des 12 derniers mois. Les chiffres positifs indiquent une augmentation de la corruption. *L'Angola et l'Éthiopie n'ont pas été sondées en 2014/2015.

Qui est corrompu

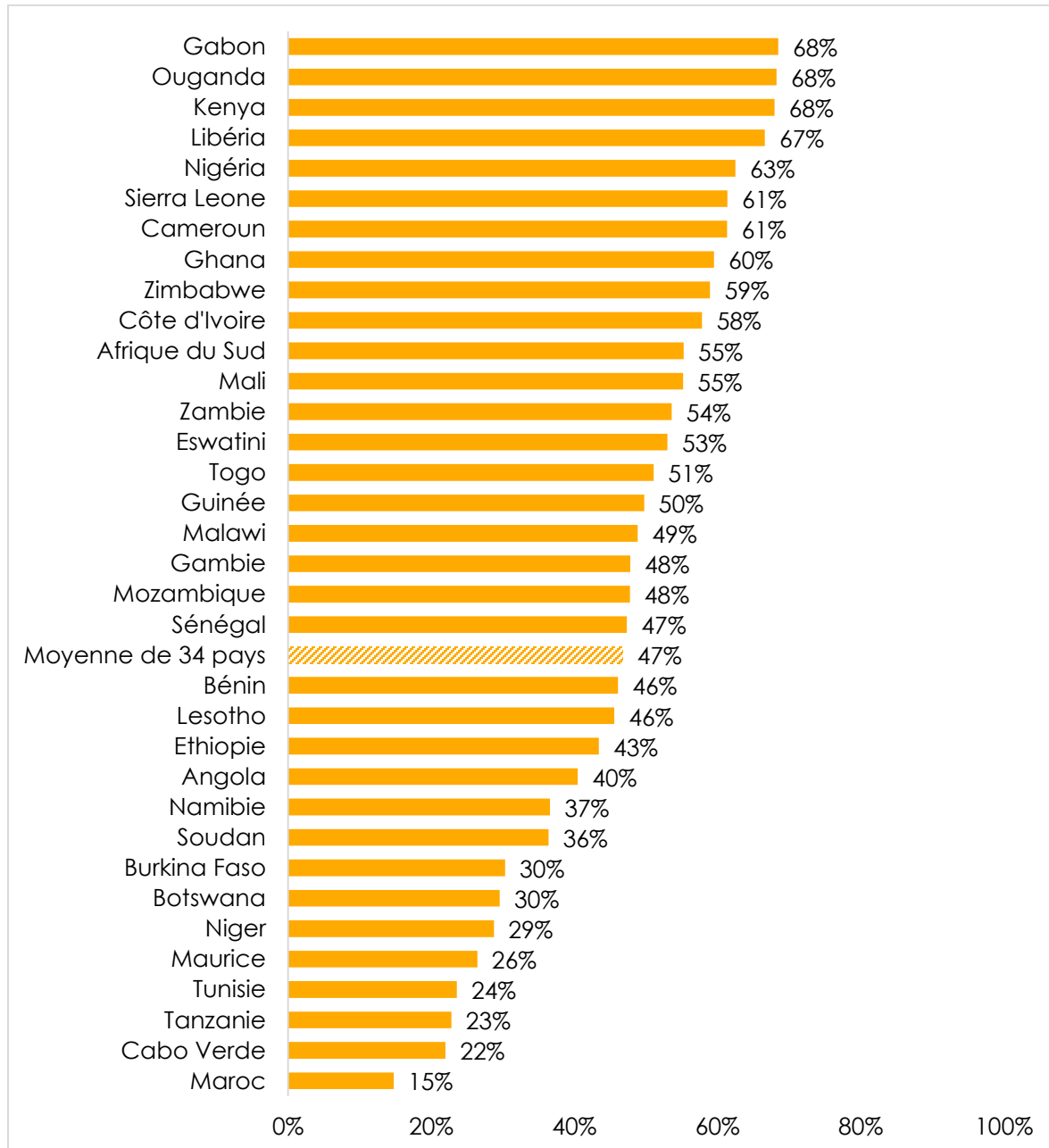
Figure 4 : Corruption dans les institutions publiques clés | 34 pays* | 2019/2021



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% de « la plupart » ou « tous »)

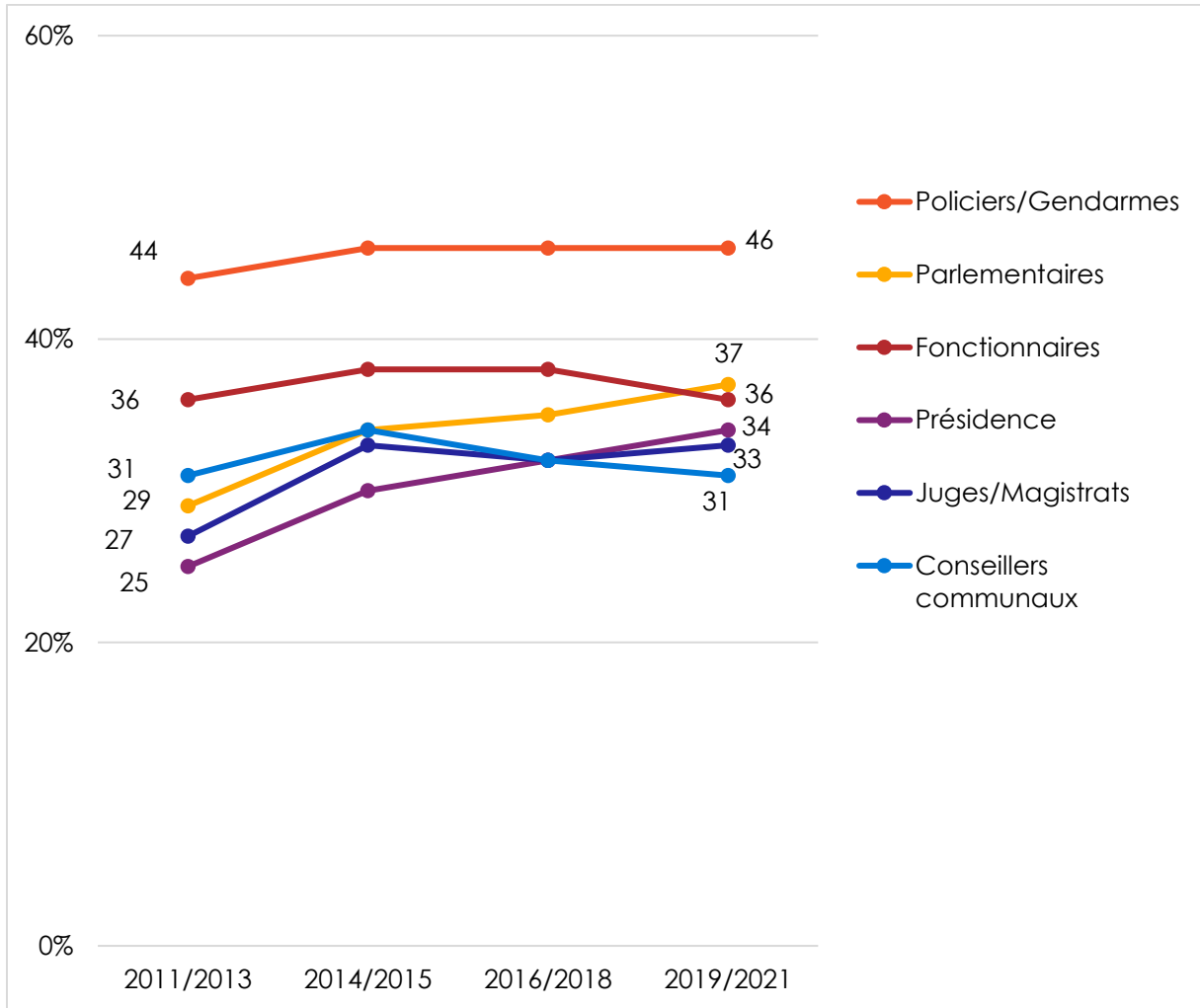
*La question relative aux conseillers municipaux ou communaux n'a pas été posée en Angola.

Figure 5 : Corruption perçue au sein de la police | 34 pays | 2019/2021



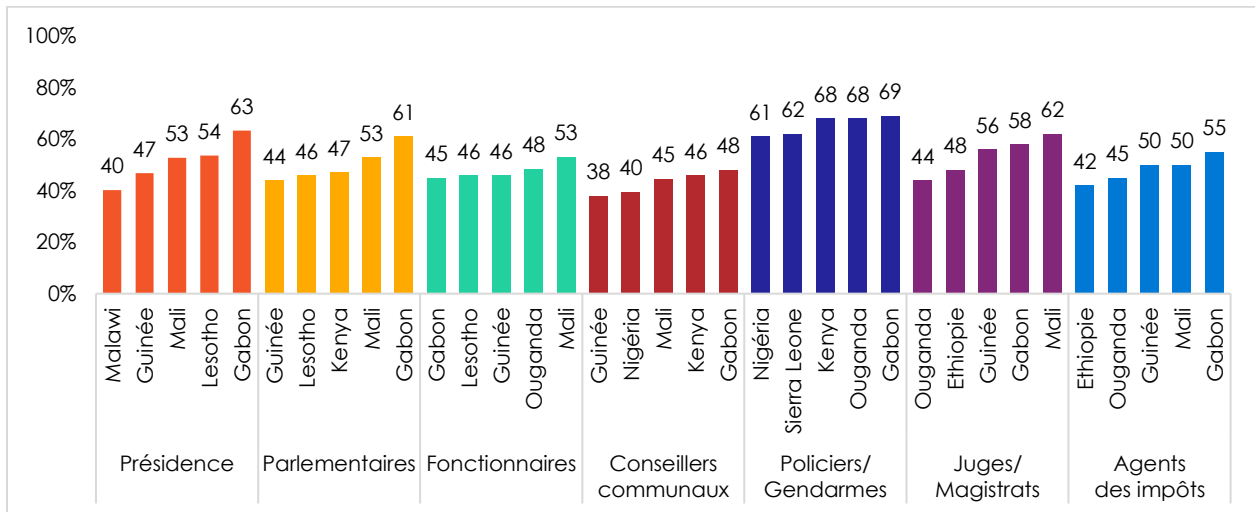
Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Police ? (% des « la plupart » ou « tous »)

Figure 6 : Evolution de la corruption perçue | par institution | 30 pays | 2011-2021



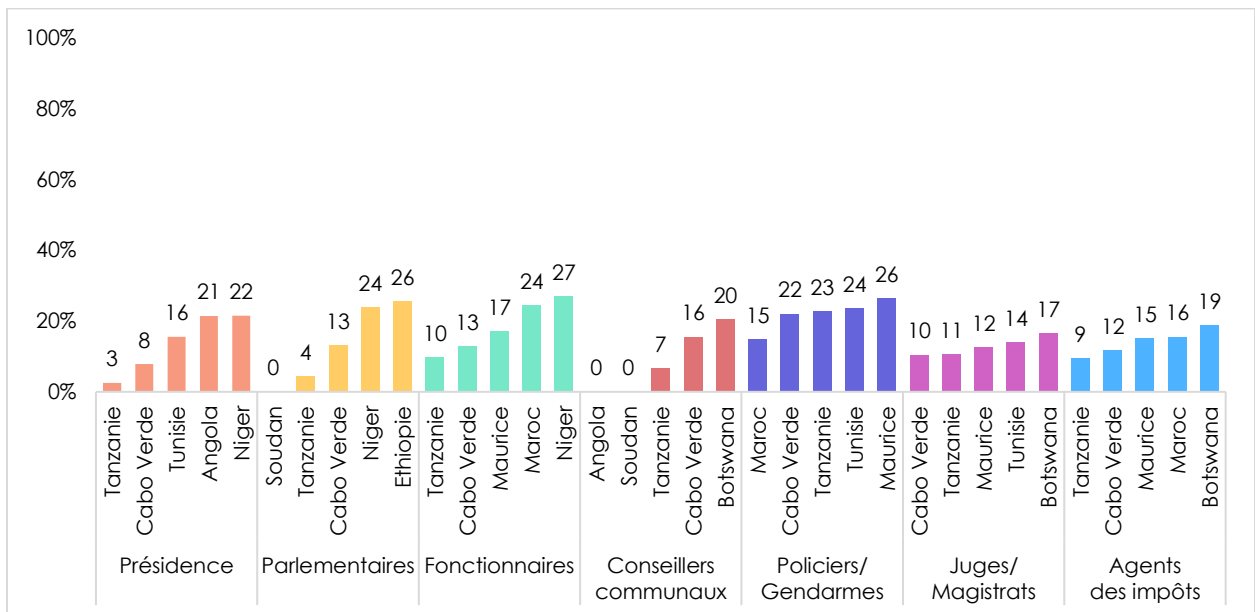
Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% des « la plupart » ou « tous »)

Figure 7 : Pays aux niveaux de corruption perçue les plus élevés | par institution
 | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (La figure montre, pour chacune des sept institutions, les cinq pays où les plus grandes proportions de répondants affirment que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires sont corrompus).

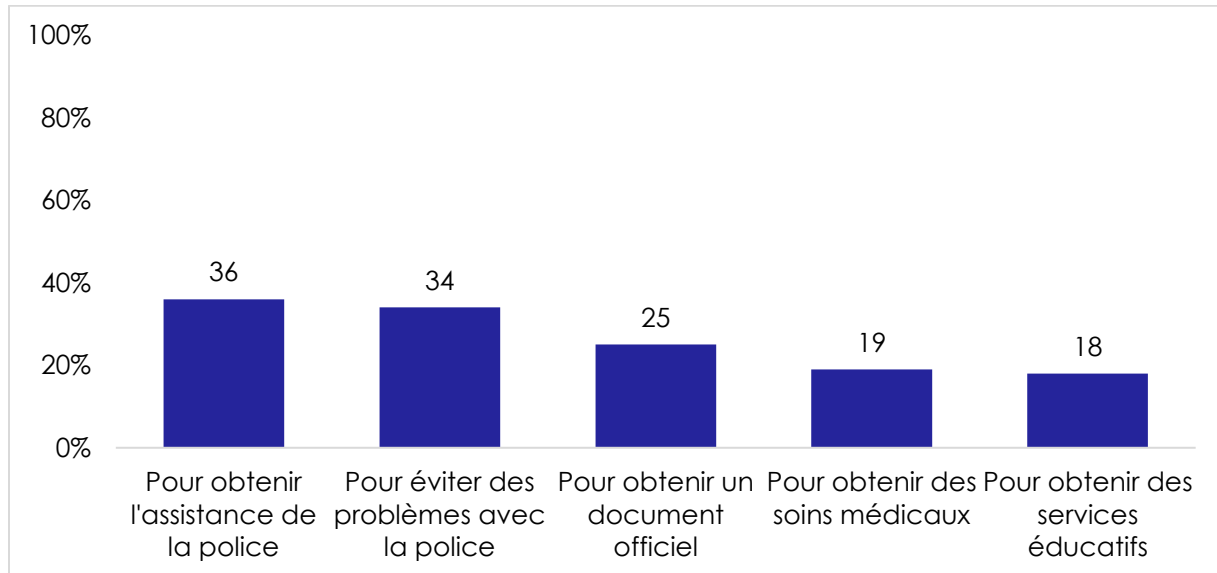
Figure 8 : Pays aux niveaux de corruption perçue les plus bas | par institution | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (La figure montre, pour chacune des sept institutions, les cinq pays où les plus petites proportions de répondants affirment que « la plupart » ou « tous » les fonctionnaires sont corrompus).

Expérience de la corruption

Figure 9 : Proportion des usagers qui ont dû verser des pots-de-vin pour obtenir un service public | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants :

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une école publique ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une clinique ou un hôpital public ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ?

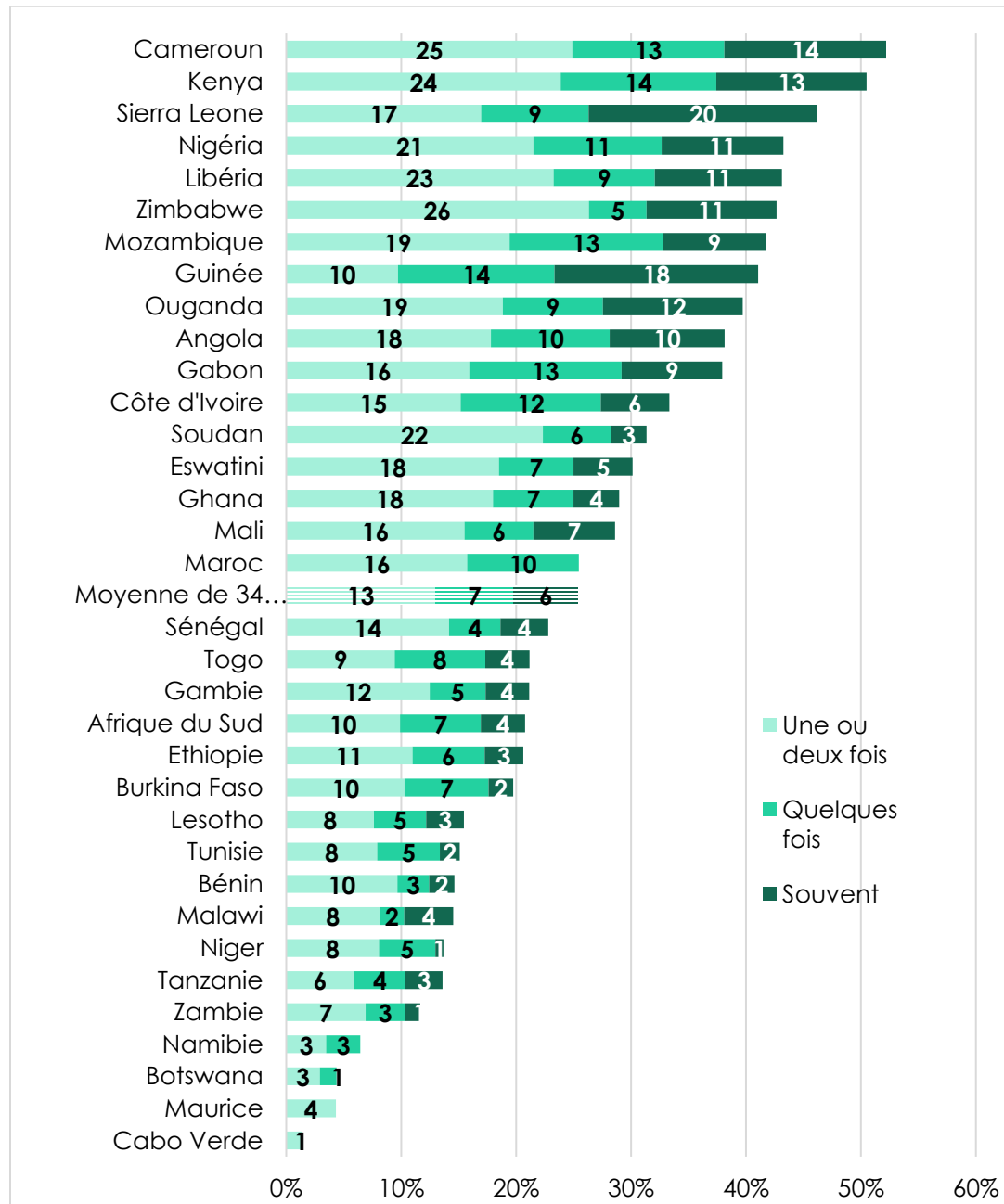
Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu à faire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ? [Si oui :] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ?

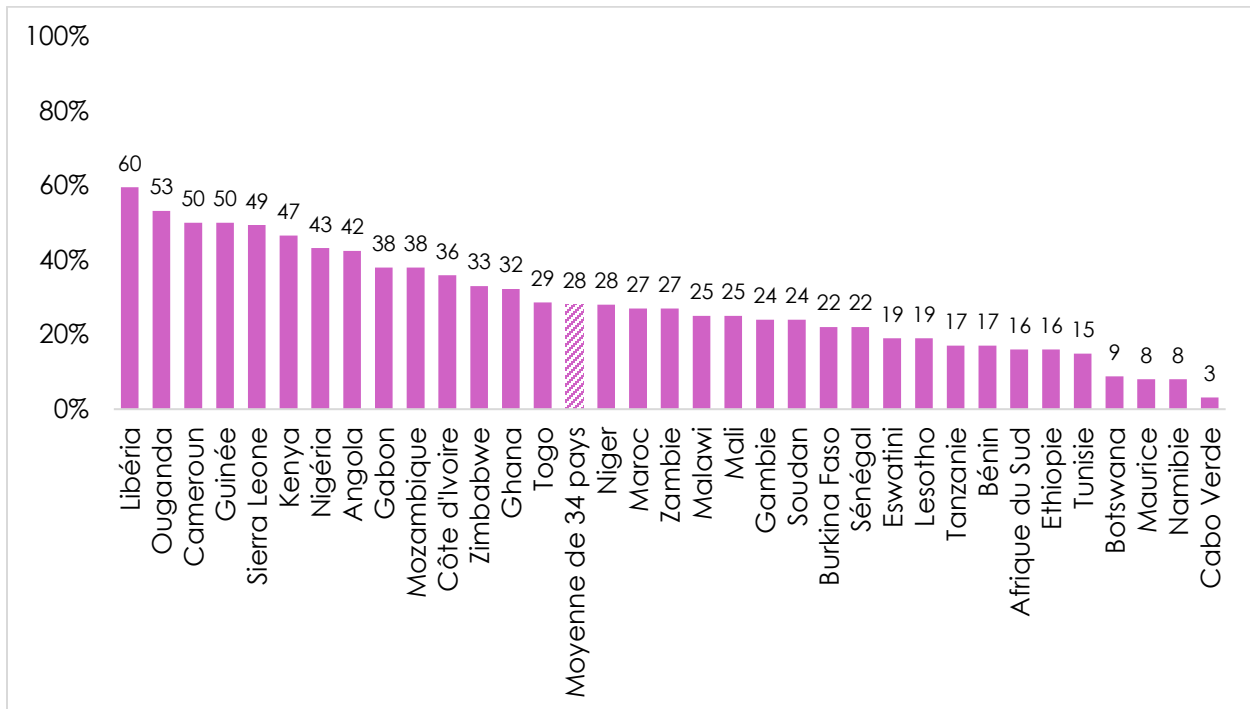
(% de « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent », Les répondants qui n'avaient pas eu à faire avec ces services publics sont exclus.)

Figure 10 : Proportion des usagers à la recherche d'une pièce d'identité qui ont dû verser des pots-de-vin | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin ?
 (Les répondants qui n'avaient pas eu affaire avec ces services publics sont exclus.)

Figure 11 : Proportion de la population totale exposée à la corruption pour obtenir des services publics | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants :

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une école publique ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu à faire à une clinique ou un hôpital public ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin ?

Au cours des 12 derniers mois, avez-vous essayé d'acquérir une pièce d'identité telle qu'un extrait de naissance, un permis de conduire, un passeport, une carte d'électeur, ou une autorisation officielle du gouvernement ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin ?

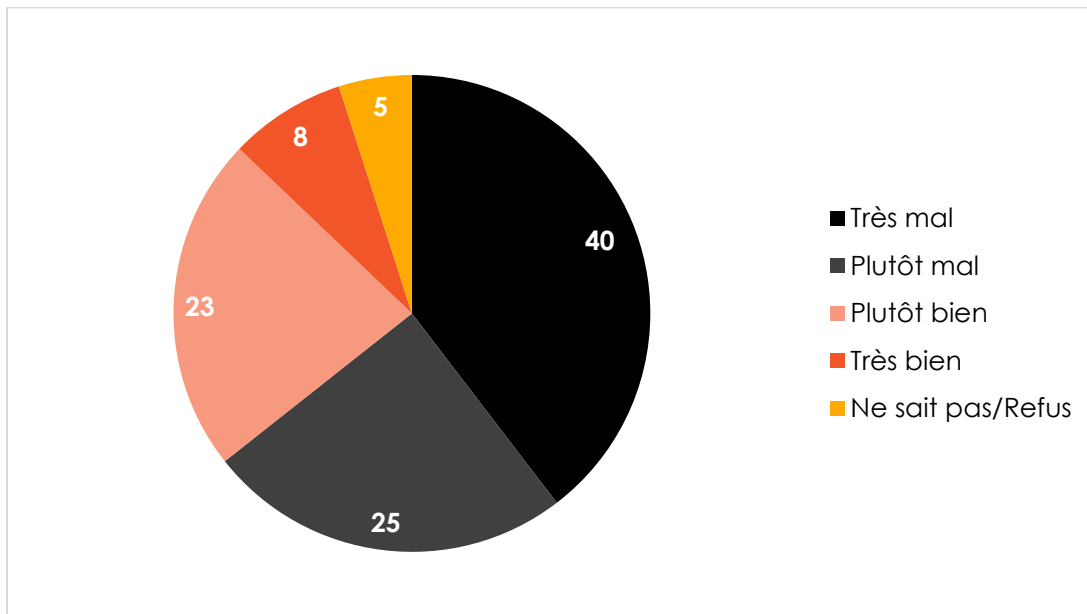
Pendant les 12 derniers mois, avez-vous eu recours à l'assistance de la police ? [Si oui :] Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin ?

Pendant les 12 derniers mois, combien de fois avez-vous eu à faire à la police dans d'autres situations, comme les postes de contrôle, au cours des arrêts de contrôle d'identité, ou lors d'une enquête ? [Si oui :] Combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur à un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre ?

(% de **tous les répondants** qui affirment avoir eu à verser des pots-de-vin « une ou deux fois », « quelques fois », ou « souvent » pour l'**un quelconque** de ces services ou pour éviter des problèmes au cours des 12 derniers mois).

Lutte contre la corruption

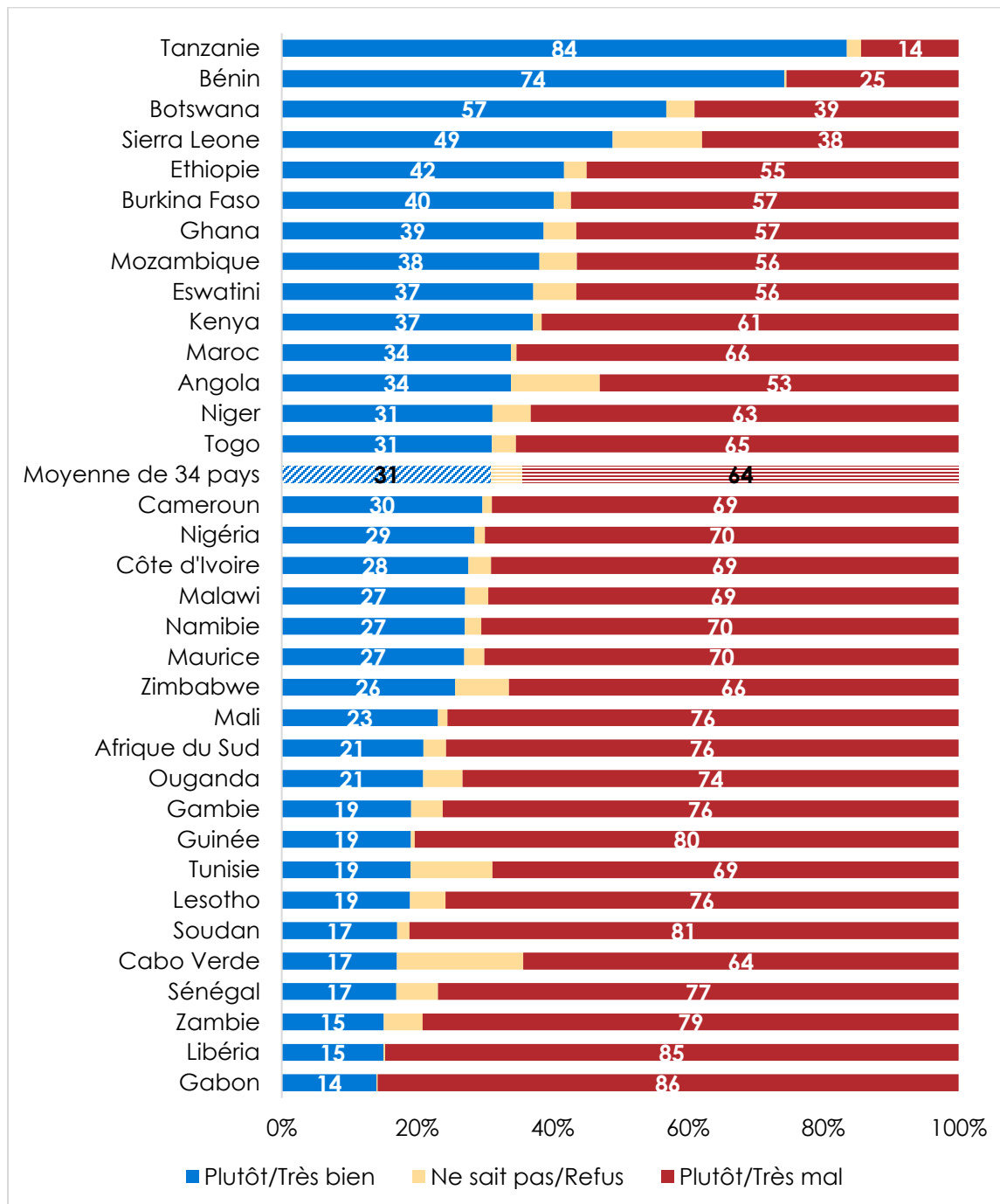
Figure 12 : Performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption | 34 pays
| 2019/2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique ?

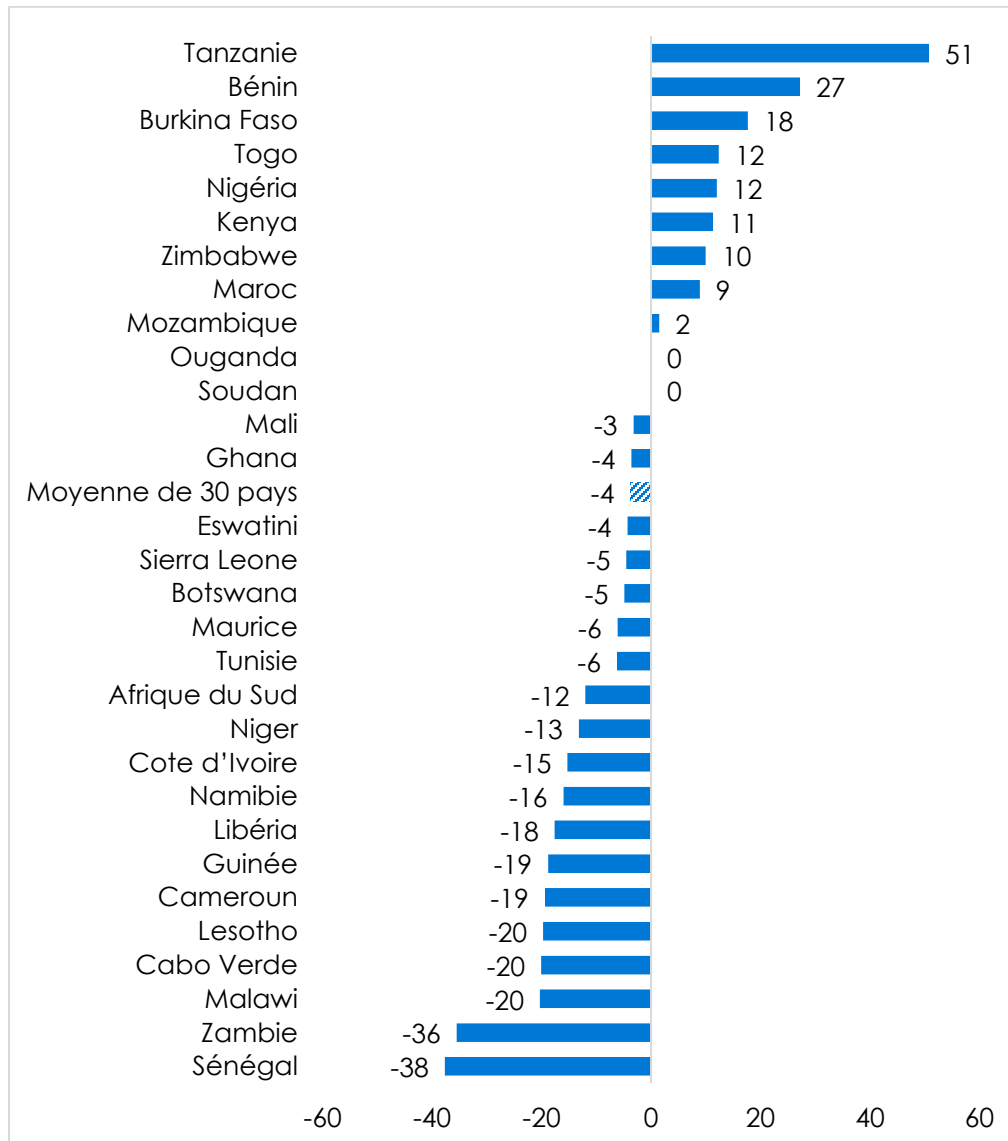
Faites votre propre analyse des données d'Afrobarometer –
quels que soient la question, le pays et le round d'enquête.
C'est facile et gratuit à l'adresse
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 13 : Performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique ?

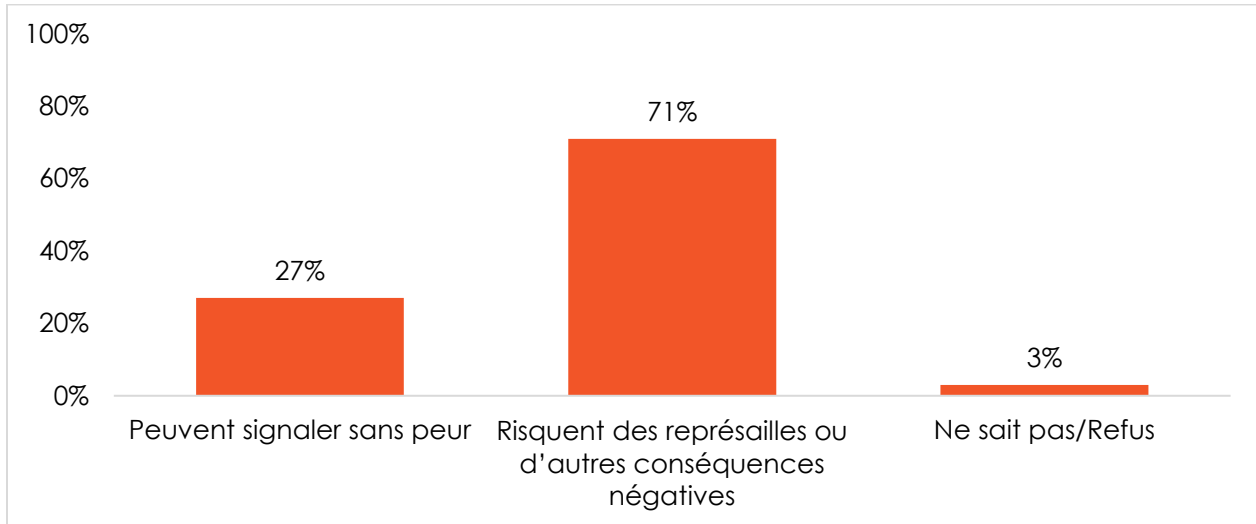
Figure 14 : Evolution de l'appréciation de la performance gouvernementale dans la lutte contre la corruption | 30 pays | 2011-2021



La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre les rounds d'enquêtes 2011/2013 et 2019/2021 de la proportion des répondants qui déclarent que le gouvernement répond « plutôt bien » ou « très bien » aux exigences de la lutte contre la corruption. Les chiffres positifs indiquent une augmentation de l'approbation.

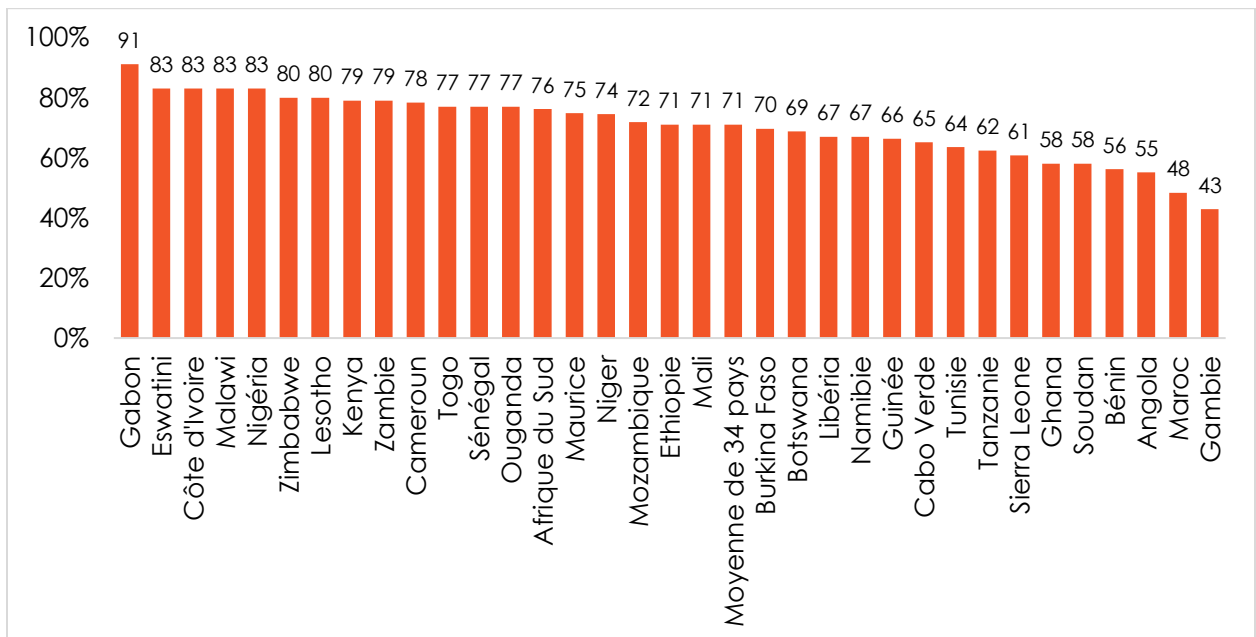
Peur des représailles

Figure 15 : Risquez-vous de subir des représailles en signalant des actes de corruption ?
 | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ?

Figure 16 : Risque de représailles pour avoir signalé des actes de corruption | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent ? (% qui affirment risquer des représailles)

Références

- Alberts, D. (2020). South African court postpones hearing of Jacob Zuma's corruption trial. Bloomberg. 8 décembre.
- Arun, N. (2019). State capture : Zuma, the Guptas, and the sale of South Africa. BBC. 14 juillet.
- Chingono, N. (2020). Zimbabwe health minister facing coronavirus corruption charge sacked. Guardian. 9 juillet.
- Dhaysane, M. (2020). Somalia jails 4 health officials over corruption. Anadolu Agency. 24 août.
- Financial Times. (2020). Africa's Covid-19 corruption : 'Theft doesn't even stop during a pandemic.' 31 août.
- Fleming, S. (2019). Corruption costs developing countries \$1.26 trillion every year - yet half of EMEA think it's acceptable. Forum Economique Mondial. 9 décembre.
- Iceland Review. (2020). Fishrot files investigation closed in Namibia, further arrests expected. 14 décembre.
- Malalo, H. (2020). Kenya anti-graft agency slams procurement of COVID-19 equipment. Reuters. 24 septembre.
- Nations Unies. (2019). Corruption and the sustainable development goals. World Public Sector Report 2019.
- Rubio, D. F., & Andvig, E. (2019). Serious about sustainability ? Get serious about corruption. Forum Economique Mondial. 23 septembre.
- Sanny, J. A.-N., & Logan, C. (2020). Citizens' negative perceptions of police extend well beyond Nigeria's #EndSARS. Dépêche No. 403 d'Afrobarometer.
- Zenda, C. (2020). 'Fish-rot' scandal stink reaches far beyond Namibia's shores. Fair Planet. 16 novembre.

Annexe

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents | 34 pays | 2019/2021

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Gambie	Fév. 2021	2018
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Tanzanie	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Christiaan Keulder est propriétaire de Survey Warehouse et enquêteur national d'Afrobarometer en Namibie. Email : c.keulder@surveywarehouse.com.na.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le Round 8 d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, d'Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix, du National Endowment for Democracy, de la Délégation de l'Union Européenne près de l'Union Africaine, de Freedom House, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de la GIZ, et de Humanity United.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Veuillez visiter le www.afrobarometer.org, pour plus d'informations.

Suivez nos publications grâce au mot clé #VoicesAfrica.



Dépêche No. 488 d'Afrobarometer | 10 novembre 2021